



**LES FEMMES
OUEST AFRICAINES
FACE À LA COVID**

**7 RÉALITÉS
SOLUTIONS**

5 LES FEMMES FACE À LA FAIBLESSE DE LEUR REPRÉSENTATION ET PARTICIPATION DANS LES ESPACES DE PRISE DE DÉCISION

Que ce soit au niveau communautaire ou au niveau national, les femmes ne semblent pas beaucoup participer aux espaces de prise de décision sur la gestion de la crise, alors qu'elles sont en première ligne dans la gestion opérationnelle de la crise, en tant qu'agents de santé, mère ou cheffe de famille. Les comités de riposte sont majoritairement composés d'hommes tandis que les charges domestiques des femmes se sont accrues, réduisant de facto leur temps disponible pour s'impliquer dans les structures de gestion de la crise. Si les femmes conservent une influence au sein du foyer, où elles prennent dans certains cas conjointement les décisions concernant la gestion des ressources disponibles, leur représentation dans les instances officielles de gestion de la crise est faible. A titre d'exemple, au Sénégal, sur les 30 membres composant le comité de suivi de la force COVID-19, seuls 5 membres sont des femmes.

Accaparées par leurs rôles domestiques, l'éducation des enfants et la nécessité de combler la perte de revenus, les femmes ne parviennent pas à faire entendre

leur voix et à participer dans les espaces de gestion de la crise, ce qui signifie que les réponses mises en place risquent de ne pas prendre en compte leurs besoins spécifiques. La participation des femmes dans la crise se limite donc, de nouveau, à un rôle de mise en œuvre des activités. De plus, le déroulement de plus en plus fréquent de réunions en ligne, pour respecter les mesures de distanciation physique, défavorisent la participation des femmes qui ne maîtrisent pas toujours les technologies ou ne disposent pas du matériel ainsi que des moyens financiers requis.

La participation des femmes dans les initiatives de paix et de sécurité dans la région est également limitée. En effet, la restriction sur les mouvements et rassemblements publics et la réorientation des fonds vers la réponse à la pandémie rendent difficiles la mise en œuvre des activités de cohésion sociale et d'édification de la paix par les organisations, causant ainsi un retard dans la réalisation de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité.

RECOMMANDATIONS

Afin de s'assurer que les femmes puissent être représentées et participent efficacement aux espaces de prise de décision sur la gestion de la crise, plusieurs mesures pourraient être mises en place par les autorités locales, organisations de la société civile et gouvernements de la région. Tout d'abord, l'instauration de quota de femmes dans la sélection des membres composant les instances décisionnelles ou, quand celles-ci sont déjà en place, l'intégration de femmes dans les structures existantes. Il est néanmoins important de garder en tête que les quotas ne constituent pas une solution de long-terme pour changer le mode de fonctionnement patriarcal des institutions, qui requièrent de repenser les espaces et modes de prise de décision dans leur ensemble. Ensuite, la décentralisation des instances de décision liées à la crise COVID-19, si elle n'a pas déjà eu lieu, pourrait faciliter la participation effective des femmes, souvent plus importante au niveau communautaire. Si les instances décisionnelles sont déjà décentralisées, il est important de s'assurer de la participation effective des femmes. Les groupes de femmes devraient être systématiquement consultés avant les prises de décisions et les organisations de femmes devraient être soutenues techniquement et financièrement. Les femmes ont besoin d'être formées aux outils digitaux pour s'assurer de leur pleine participation aux nouveaux modes de fonctionnement (réunions en ligne). Enfin, l'Agenda Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest doit être redynamisé à travers le financement des initiatives de paix et de cohésion sociale des organisations compétentes.

Naomie Ouedraogo Bicaba se bat pour la paix au Burkina Faso à travers le Réseau des femmes de foi pour la paix (REFFOP). Selon elle, il ne pourra y avoir de paix durable sans l'inclusion des femmes au sein d'un processus de dialogue national :

« Nous devons mettre les femmes au cœur de la construction de la paix car elles peuvent apporter beaucoup en tant que mères, filles, sœurs », explique-t-elle.

